



Assemblée générale

DEC 18 1992

IN/SA COLLECT

Distr.
GENERALE

A/47/726
14 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 86 de l'ordre du jour

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Walter BALZAN (Malte)

1. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1992, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour la question intitulée "Conférence internationale sur le financement du développement" et d'en renvoyer l'examen à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a examiné cette question à ses 28e, 40e et 50 séances, les 5 et 16 novembre et le 11 décembre 1992. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/47/SR.28, 40 et 50). L'attention est également appelée sur le débat général que la Commission a tenu de sa 3e à sa 9e séance, du 5 au 8 octobre 1992 (voir A/C.2/47/SR.3 à 9).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général relatif à une conférence internationale sur le financement du développement (A/47/575);

b) Lettre datée du 26 mai 1992, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Equateur, du Honduras, de la Jamaïque, du Mexique, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/232-S/24025 et Corr.1);

c) Lettre datée du 2 octobre 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration des Ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, adoptée le 1er octobre 1992 à l'occasion de leur seizième réunion annuelle (A/47/499).

4. A la 28e séance, le 5 novembre, le Directeur de la Division des politiques et de l'analyse en matière de développement du Département du développement économique et social a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/47/SR.28).

II. EXAMEN DU PROJET DE DECISION A/C.2/47/L.27

5. A la 40e séance, le 16 novembre, le représentant du Pakistan a présenté, au nom des Etats Membres de l'ONU qui font partie du Groupe des 77, un projet de décision (A/C.2/47/L.27) intitulé "Financement du développement".

6. A la 50e séance, le 11 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. José Lino Guerrero (Philippines) a informé la Commission de l'issue des consultations officielles tenues sur le projet de décision et, à la suite d'une déclaration du représentant de la Suède, a révisé oralement le texte en insérant à l'alinéa a), après "le Fonds monétaire international", les mots ", les banques régionales de développement".

7. A la même séance, la Commission a adopté sans l'avoir mis aux voix le projet de décision A/C.2/47/L.27, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 8).

III. RECOMMANDATION DE LA DEUXIEME COMMISSION

8. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Financement du développement

L'Assemblée générale, réaffirmant l'importance et la validité continue de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement 1/, de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement 2/, de l'Engagement de Cartagena adopté à sa huitième session par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 3/, du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 4/, du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés 5/

1/ Résolution S-18/3, annexe.

2/ Résolution 45/199, annexe.

3/ TD/364, première partie, sect. A.

4/ Résolution 46/151, annexe, sect. II.

5/ Voir Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

et des divers accords et conventions, notamment Action 21 6/, adoptés par consensus au cours de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, rappelant sa résolution 46/205 du 20 décembre 1991 relative à la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement, et notant avec intérêt l'analyse de la situation financière internationale actuelle, qui figure dans le rapport du Secrétaire général 7/, ainsi que le lien qui existe entre la paix, la sécurité, la croissance et le développement 8/ :

a) Décide de continuer à étudier, en consultation et coopération étroites avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement et la CNUCED, la possibilité de convoquer une conférence internationale sur le financement du développement;

b) Prie le Secrétaire général de lui soumettre à sa quarante-huitième session un rapport de situation sur les sources potentielles de financement du développement, pour qu'elle puisse examiner plus avant la possibilité de convoquer une conférence internationale sur le financement du développement;

c) Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée "Conférence internationale sur le financement du développement".

6/ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (A/CONF.151/26, vol. 1, II et Corr. I, et III).

7/ A/47/575.

8/ Voir A/46/594 et E/1992/82/Add.1.